

# LA DETTE

Septembre 2011.

## sommaire:

introduction

pourquoi la dette ?

la dette : une construction constitutionnelle.

la dette : une construction idéologique.

...et le déficit chronique devint astronomique

le système actuel

un discours falsifié sur la dette

Naissance d'une dictature économique.

l'argent des contribuables a sauvé la finance

Le capitalisme a évolué: désormais le risque n'existe plus

Les solutions pour sortir de la crise de la dette

solution Merkel, Sarkozy, UE, FMI

solution PS: Les Eurobonds

si l'une de ces 2 solutions est appliquée c'est la mort de l'euro

solution Dette inique, dette odieuse et audit sur la dette

la solution de la souveraineté monétaire

retrouver une souveraineté monétaire : à quelle échelle ?

Conclusion

notes et références

## Introduction

En 2010, ATTAC Alès Cévennes publiait un dossier sur la dette « la dette désintoxication »

<http://local.attac.org/attac30/spip.php?article799>

Ce dossier donnait la parole à ceux que l'on n'entendait jamais sur les médias de masse. Désormais, l'actualité impose d'en constituer un nouveau. Cependant le dossier précédent conserve toute sa pertinence, il ne faut pas hésiter à le consulter. Celui-ci est structuré différemment, il tient compte des événements récents et vise à faire comprendre qu'il est urgent de trouver une solution à la crise de la dette, sinon l'Europe va éclater assez rapidement, nous assisterons alors à un repli identitaire et un retour à la souveraineté totale pour chacun des pays de l'Union Européenne. Il y a urgence à agir, mais agir comment?

Les solutions pour résoudre le problème de la dette sont nombreuses, pourtant on ne parle que de réduire les dépenses (rigueur) ou d'augmenter les recettes (augmenter les impôts). l'objet de ce dossier est de présenter quelques unes des autres solutions, qui ne sont presque jamais évoquées.

## Pourquoi la dette ?

*« Si la monarchie succomba, c'est parce qu'elle ne fut pas capable de supprimer les avantages fiscaux des privilégiés. Le gaspillage des fonds publics, l'absence de système fiscal performant, l'incapacité à traquer la fraude, les politiques laxistes qui consistent à favoriser certaines catégories sociales ou certains lobbies sont les voies d'entrée d'un endettement excessif. »* <sup>(0)</sup> nous dit Gérard Béaur directeur de recherches au CNRS et à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

## La dette : une construction constitutionnelle.

La France a perdu sa souveraineté en matière de création monétaire en 1973 lors de la privatisation de la création monétaire (loi du 3 janvier 1973 <sup>(1)</sup>) puis ensuite en 1999 en adoptant au niveau européen l'article 123 <sup>(2)</sup>.

cet article 123 interdit à la BCE de prêter directement aux états membres, la BCE prête aux banques privées à un taux de 0% ou 1%, et ensuite les banques privées prêtent aux états à un taux plus élevé. Ainsi ce sont les banques privées qui créent la monnaie, on parle de privatisation de la création monétaire. Ce problème peut être posé aussi bien au niveau d'un état, qu'au niveau européen, on ne parle pas ici de l'échelle de la souveraineté monétaire mais du principe même de la souveraineté monétaire.

Dès lors que la création monétaire est privatisée, les états se trouvent dans l'incapacité de jouer sur la monnaie pour réguler la dette et ils doivent emprunter à des taux plus élevés : deux facteurs qui causent une sévère augmentation de la dette, l'enrichissement des banquiers, et le transfert massif des capitaux de l'économie réelle vers l'économie financière virtuelle.

## La dette : une construction idéologique.

Pour Noam Chomsky il y a de nombreux moyens élémentaires de surmonter la dette, ces moyens nous allons les développer plus loin, l'existence de ces moyens et le refus de les mettre en oeuvre montrent que la dette est une construction idéologique. *« Il y a bien une "crise de la dette" mais il est nécessaire d'y regarder de plus près pour déterminer sa nature. ce n'est en aucune façon un simple fait économique. C'est en grande partie une construction idéologique. Ce qu'on appelle "la dette" pourrait être surmonté, de nombre de façons très élémentaires. »* <sup>(3)</sup>

Bien sur, il faut évoquer ici un autre argument que l'on entend relativement souvent : une politique de réduction des dépenses combinée avec une politique de réduction des recettes encore plus importante est également un choix idéologique qui aggrave la dette. Ainsi, on peut calculer qu'en 2008, la baisse du nombre de postes à l'éducation nationale a permis d'économiser 600 millions quand le paquet fiscal a fait perdre 13 milliards ; il faudrait supprimer des profs à ce rythme pendant 22 ans pour compenser le seul paquet fiscal. On peut également calculer que ce qu'on appelle la « niche Coppé » en 2007 évaluée à 20 milliards correspond à la suppression de 600 000 postes d'infirmières. Henri Emmanuelli déclarait au micro de « Là-bas si j'y suis » le 22 septembre 2011 que depuis l'an 2000 les réductions de recettes cumulées représentaient 300 milliards (en francs). Cela correspondait à ce que le déficit chronique représentait avant la crise, et évaluait à 100 milliards (en francs) la part de ces réductions opérées sous des gouvernements socialistes. 300 millions de francs représentent 46 millions d'euros, le déficit monte à 57 millions d'euros en 2009 après le renflouement des banques et le plan de relance de l'économie. Il représente 148 millions en 2010.

## ...et le déficit chronique devint astronomique.

Pour Frédéric Lordon <sup>(4)</sup>, *« le néolibéralisme est fondamentalement le régime économique du surendettement généralisé »* <sup>(5)</sup> parce que les états sont obligés d'emprunter aux banques privées au lieu de créer leur monnaie: donc ils s'endettent mais également parce que c'est une économie de crédits. En effet, pour maintenir la consommation avec des salaires tirés vers le bas il faut emprunter. C'est le système du crédit bancaire généralisé puis des Subprimes (pour prêter quand même aux gens à priori insolubles).

Toujours selon Frédéric Lordon l'explosion des dettes des états est la suite directe des crises précédentes qui se sont enchaînées depuis les subprimes, *"Le déficit chronique en France est le produit de la reconquista défiscale des possédants à l'époque de l'État social (encore) résistant. Survienne un accident de parcours tel que la crise financière et, de chronique, le déficit devient astronomique – et la dette explose pour de bon."* Les décisions prises lors de ces différentes crises c'est à dire injection de fonds publics et politiques de rigueur au lieu de refiscaliser massivement ne visent qu'à préserver au maximum les intérêts des possédants au détriment de ceux du corps social. <sup>(6)</sup>

spirale et contresens : *« Et après les Etats-Unis (dont la note a été dégradé à AA+ par les agences de notation)? "Le candidat le plus sérieux à la dégradation est évidemment la France (...) Le drame dans cette affaire c'est que lorsqu'on est dans le collimateur de la «préoccupation» de la finance, on n'en sort plus: avoir été constitué par elle en «problème», c'est être voué par elle à avoir des problèmes" Résultat: cette spirale, note Lordon, plonge les Etats, comme la finance, dans "une situation de parfait chaos cognitif, en exigeant des politiques d'ajustement draconiennes, dont elle observe rapidement les effets désastreux (il n'aura pas fallu un an pour que le contresens soit avéré à propos du cas grec), à quoi elle réagit en exigeant d'approfondir cela-même qu'elle voit échouer!"* <sup>(5)</sup>

traduction : la rigueur en Grèce pour résoudre le problème de la dette a en fait aggravé la dette mais l'état grec (sous la pression de l'UE et du FMI), pousse encore plus loin la rigueur : le cerveau est en état de chaos cognitif.

# Le système actuel

## Un discours falsifié sur la dette

Les médias de masse depuis 30 ans nous cachent que la dette est constitutionnelle et idéologique. Depuis 30 ans ils relayent le même discours, celui de la dictature économique, celui de la dettocratie : trop de fonctionnaires, trop de services publics, trop de sécu, trop de retraite, pour maîtriser la dette il faut en finir avec tous ces privilèges et ne pas réagir comme des enfants gâtés !!! Seul le problème des dépenses est mis en avant, jamais celui des recettes. C'est cette idée qui continue à être propulsée en tête de gondole et génère les politiques de rigueur et de privatisation. Le choix de l'UE et du FMI relayé par les gouvernements est de faire payer aux contribuables et de continuer en fait à accroître la dette avec la bienveillance des médias de masse qui, faut-il le rappeler appartiennent à de grands groupes industriels.

La falsification tient dans le fait que ce qui est présenté comme un fait n'est qu'une idéologie. Un minimum de neutralité journalistique imposerait de parler des arguments contenus dans la première partie de ce dossier : « Pourquoi la dette ». Que l'UMP tienne ce discours on peut l'admettre. Mais que ce discours soit entendu dans les journaux télévisés de la bouche du présentateur ou d'un quelconque pseudo expert de la finance et présenté comme une fait établi, un compte rendu journalistiquement neutre, relève bien de la falsification.

En ce qui concerne la « neutralité » des médias, on pourra consulter régulièrement les sites [acrimed.org](http://acrimed.org) et [arrestsurimages.net](http://arrestsurimages.net) dont c'est la spécialité.

## Naissance d'une dictature économique?

*«Recherche institutionnellement orientée», «biais idéologiques», «autocensure», «conclusions préconçues», «faible diversité d'approches théoriques et, plus encore, empiriques», «étroitesse de vues», «cadre analytique inapproprié aux réalités des pays étudiés», «incapacité répétée à citer des travaux de chercheurs locaux»", égrène Le Monde Diplomatique en citant le dernier rapport du Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du FMI. Le rapport en question, qui analyse les travaux de recherche du FMI entre 1999 et 2008, indique notamment que ces derniers "semblaient suivre une opinion prédéterminée et, parfois, les recommandations ne découlaient pas de l'analyse".<sup>(7)</sup>*

Le Bureau indépendant d'évaluation du FMI n'y va pas de main morte! On peut alors légitimement se demander pourquoi les états suivent la politique « orientée, biaisée, préconçue, étroite et inappropriée » du FMI? Pourquoi l'Union Européenne fonctionne-t-elle dans la même direction manifestement erronée ?

Ces décisions sont prises contre la volonté des peuples, l'argent des contribuables est distribué contre leur gré aux banques et à la finance, les dirigeants politiques n'oeuvrent pas dans l'intérêt des peuples, on comprend que l'expression « dictature économique » commence à apparaître.

Dans une tribune publiée par Libération, des intellectuels grecs dénoncent la "naissance d'une dictature économique en Grèce" : *"Comme le «mémoire» du 8 mai 2010, qui a déjà abouti à un fiasco, les mesures prévues par le nouveau plan d'austérité, voté le 29 juin par le Parlement, sont non seulement inhumaines mais aussi, comme le constatent des analystes sérieux et une partie de la presse internationale, inapplicables et inefficaces, puisqu'elles ne font que retarder une faillite qui aura été rendue encore plus douloureuse par ces manœuvres dilatoires. Pour imposer ces mesures à une société qui résiste fermement, il fallait sans doute ce glissement continu vers une sorte de «dictature économique»."*

*"Ce changement de régime est visible non seulement dans l'action des forces de l'ordre, mais aussi dans la marginalisation systématique de l'Assemblée nationale, transformée en chambre d'enregistrement, et dans le contrôle total de la quasi-totalité des médias, transformés en moyens de diffusion d'une propagande abjecte. (...) il s'agit de la naissance de la première dictature économique en Europe, un régime qui, étant donné l'évolution socio-économique du continent, risque d'y être souvent copié."<sup>(8.1)</sup>*

Désormais nous sommes allés encore un cran plus loin puisqu'il s'agit d'intégrer la rigueur dans notre constitution (« règle d'or ») suite au vote européen du « pacte pour l'euro ». *« C'est oublier que la constitution doit être écrite par le peuple. Montesquieu a oublié de dire de faire très attention à QUI va écrire la Constitution : en effet, si les citoyens laissent les hommes au pouvoir écrire eux-mêmes les limites de leurs propres pouvoirs, c'est perdu: cette négligence citoyenne conduit naturellement à l'institutionnalisation de l'impuissance politique des gouvernés: transformation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en un droit des élus à disposer des peuples. Quand des ministres, des présidents, des parlementaires ou des juges créent ou modifient une Constitution, sans passer par un référendum, c'est un abus de pouvoir. »* écrit Etienne Chouard.<sup>(8.2)</sup>

## L'argent des contribuables a sauvé la finance.

« sauvetage des **banques** bilan définitif de l'OCDE : L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) évalue à **11 400 milliards de dollars** les sommes mobilisées par ce sauvetage. Soit 1 676 dollars par être humain... »<sup>(9)</sup>

« Le gratin des patrons des fonds spéculatifs (**hedge-funds**) a touché plus de 25 milliards de dollars en 2009, un record...« Ils ont parié sur le fait que les états allaient renflouer la finance et ils ont gagné...L'année 2009 a été la meilleure de toutes »<sup>(10)</sup>

« Après une année 2008 noire, les **Bourses** mondiales ont connu en 2009 un rebond spectaculaire. Le Dow Jones, l'indice vedette de la Bourse de New York, a par exemple gagné près de 19%. »<sup>(10)</sup>

le 22 janvier 2010: **Les profits et les bonus de la banque d'affaire américaine Goldman Sachs** « occupent l'intégralité de la Une du quotidien britannique *The Independent*. Goldman Sachs poursuivies aux USA par l'Agence fédérale de financement du logement (FHFA) pour son rôle dans la crise des subprimes.<sup>(11)</sup>

"11 milliards d'euros c'est le montant que Goldman Sachs, a reversé à son personnel l'année dernière, et il disent que c'est la rigueur"

"16 000 euros c'est l'étonnant profit réalisé chaque minute par Goldman Sachs"

"40 millions le nombre estimé de personnes ayant perdu leur emploi pour une récession provoquée par les excès des banques"

"355 000 euros c'est le salaire moyen chez Goldman Sachs"

"7,2 milliards la somme payée par les contribuables américains pour aider la banque à survivre".<sup>(12)</sup>

les **bonus distribués aux traders** n'ont jamais été aussi élevés qu'en 2009.

« Le débat fait rage aux Etats-Unis et en Europe sur les résultats outrageusement élevés des banques en 2009, qui ouvrent la porte à des bonus à des niveaux record ... Le secteur doit sa survie en 2008 à l'assistance du contribuable et des Gouvernements et Banques Centrales. Il capitalise cyniquement sur cette aide et se la distribue. Cela lui a permis d'engranger des résultats record et d'annoncer des bonus élevés pour 2009, alors que l'économie, et singulièrement l'emploi, battent de l'aile». <sup>(13)</sup>

01 septembre 2011: Le **CAC 40** continue d'engranger les profits :« Malgré les menaces pesant sur l'économie mondiale, le tsunami au Japon du mois de mars et la tempête boursière, les fleurons du CAC 40 poursuivent leur croissance. ... L'ensemble des profits des 40 valeurs composant l'indice phare de la bourse de Paris a progressé de 11 % pour atteindre 46 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires cumulé est de 661,21 milliards d'euros, en augmentation de 7 %.

La palme du plus gros résultat semestriel revient une fois encore à Total (6,7 milliards d'euros), devant BNP Paribas (4,7 milliards), AXA (4 milliards) et GDF Suez (2,7 milliards) »<sup>(14)</sup>.

## Le capitalisme a évolué: désormais le risque n'existe plus.

On l'a vu dans le paragraphe précédent : Malgré la crise, les profits continuent et pour certains atteignent même des records. C'est exactement ce que décrit Noam Chomsky : « Ce qu'on appelle "la dette" pourrait être surmonté, de nombre de façons très élémentaires. Une de celles-ci consisterait à recourir au principe capitaliste selon lequel c'est aux emprunteurs de payer et aux prêteurs de prendre le risque....". Voilà l'essence même de la "crise de la dette". .. les prêteurs sont pour la plupart protégés de toute mésaventure. ils jouissent de ce qui s'apparente à une assurance tous risques grâce à différents mécanismes de socialisation des coûts, qui retombent sur les contribuables occidentaux. C'est à ça que sert entre autres le FMI....»<sup>(15)</sup>

## Les solutions pour sortir de la crise de la dette

### solution Merkel, Sarkozy, UE, FMI.

L'Europe « aide » les pays endettés : on voit déjà le résultat dans un article du Figaro du 31 août 2011, on peut lire: « Le Parlement grec juge la dette hors de contrôle . Les mesures d'austérité prises par le gouvernement «ne peuvent pas restaurer l'état des finances». Malgré le «gigantesque effort» demandé au pays, le déficit budgétaire, loin de se réduire, «s'est creusé». Le rapport publié mercredi à Athènes par une commission d'experts du Parlement ne remontera pas le moral des Grecs, qui affrontent leur deuxième rentrée de crise économique. »<sup>(16)</sup>

Ce qui est proposé c'est ni plus ni moins que le principe des subprimes généralisé aux états. Si vous êtes insolvable, on vous prête quand même mais à un taux très élevé : on prête à la Grèce au taux de 15% : ce n'est pas un sauvetage mais un assassinat financier.

C'est la continuité du mécanisme décrit par Chomsky dans le livre déjà cité ci dessus : « *Ce ne sont pas les gens qui ont emprunté qui sont censés rembourser la dette, eux n'ont pas à payer. [il cite l'exemple de l'Indonésie.. où l'argent profita probablement à peu près à 200 ou 300 personnes de l'extérieur], mais c'est à la population de payer à travers de sévères mesures d'austérité. Et les prêteurs sont pour la plupart protégés de toute mésaventure. [il parle du FMI et de l'Amérique latine]* »<sup>(15)</sup>

## solution PS: Les Eurobonds.

Le PS propose la mutualisation de la dette avec des eurobonds. En fait c'est un genre de titrisation, ce qui a provoqué la débâcle en fin de période subprimes. Les eurobonds c'est un peu de dette grecque, un peu de dette allemande, un genre "d'équilibre". Cette solution préserve le système qui a montré sa faillite depuis 2008: c'est la fuite en avant.

Les créanciers ont le beurre et l'argent du beurre, c'est à dire qu'ils ne courent plus aucun risque ! Si ça marche ils engrangent, si ça ne marche pas les états mettent la main à la poche, le créancier gagne dans tous les cas.

On le voit, le PS, sur ce point, est bel et bien dans le camp libéral : on change d'échelle mais pas de système.

Voici ce que dit Lordon à propos des Eurobonds:

*« Mais c'est faire l'hypothèse héroïque que les marchés oublieront instantanément que sous la surface commune des eurobonds se tient toujours une pluralité d'émetteurs d'inégales signatures. Les investisseurs savent encore faire la différence du tout et de ses parties, à plus forte raison quand le tout ne peut offrir qu'un degré d'intégration limité et demeure hautement composite. Aussi des eurobonds n'empêcheraient-ils nullement que les analystes continuent de guetter les déficits de la Grèce, du Portugal, de l'Italie, etc.*

*Mais qui peut imaginer le surgissement d'un Etat fédéral européen pesant budgétairement autant que les Etats-membres réunis (comme aux Etats-Unis) avec tout ce qu'il appelle de progrès politiques : de vraies institutions politiques fédérales, la constitution d'une citoyenneté politique européenne unique, primant sur les citoyennetés « locales », etc., seules avancées capables de soutenir une politique financière commune ? Ou, plus exactement, qui peut imaginer que ce qu'il faut bien nommer par son nom : un authentique processus constituant, puisse survenir avant que nous ne finissions au milieu des ruines fumantes ? »<sup>(17)</sup>*

## Si l'une de ces 2 solutions est appliquée c'est la mort de l'euro.

Lordon nous dit que « *la puissance publique s'est ruinée depuis 2 ou 3 ans, en renflouant les banques et la finance, en payant les nombreux plans de relance des économies, en injectant des sommes faramineuses pour sauver l'Euro, elle ne pourra donc pas intervenir sur la dette. "La puissance publique qui était encore disponible pour ramasser les morceaux du premier accident sera par construction aux abonnés absents" pour régler la question de la dette publique.* »<sup>(5)</sup>

D'après Frédéric Lordon, à moyen terme cette solution aboutira à l'abandon de l'article 123 de 1999 <sup>(2)</sup> et donc l'Euro dans sa forme actuelle sera mort. Voilà le processus qu'il nous décrit : Comme il faut trouver d'urgence une solution et que ce n'est pas fait, les mesures actuelles ne font que retarder l'échéance. Tôt ou tard le problème sera tel que certains pays européens n'auront pas d'autre choix que de faire tourner la planche à billet, ce sera ça ou le chaos. Dès lors l'Allemagne décidera de quitter l'Europe monétaire. Lordon dit que la banque centrale refusera d'émettre de la monnaie, c'est d'ailleurs ce que les traités européens lui imposent. Il ne dit pas clairement qu'il faut changer le statut de la BCE mais c'est bien de cela qu'il s'agit quand il parle de « *révolution institutionnelle* »<sup>(18)</sup>

*« Il faut s'y faire : les ruines fumantes, l'insuffisance générale des dynamiques politiques européennes, nous y conduit tout droit. Si l'Espagne et l'Italie basculent, adieu Berthe ! L'EFSF saute comme un bouchon de champagne, la spéculation se déchaîne contre toutes les dettes souveraines, plus aucun dispositif ne peut l'enrayer, une série de défauts importants devient quasi-certaine, les systèmes bancaires européens, puis étasunien, s'écroulent dans un fracas qui fera passer la chute de Lehman pour une animation d'ambiance. Rendu à cette extrémité, il n'y a plus qu'une voie de recours : on ne sortira de pareil effondrement que par une opération de création monétaire inouïe et tout ça se finira dans un océan de liquidités. »<sup>(18)</sup>*

Puis il nous dit qu'à partir de ce moment là l'Euro sera mort:

*« Traduisons pour les non-économistes: faire de la "création monétaire", c'est faire tourner la planche à billets. Et qui va faire tourner cette planche à billets ? Certainement pas la Banque Centrale Européenne, prédit Lordon: elle s'y refusera "par habitus". "Les pays concernés reprendront barre sur leur banque centrale nationale, de fait extraite du SEBC (le Système Européen de Banques Centrales), pour lui faire émettre des euros en quantité ad hoc. A ce moment*

*précis, constatant l'apparition dans la zone euro d'une source de création monétaire anarchique (...) susceptible de mélanger ses euros impurs aux euros purs (et par là de les corrompre), l'Allemagne considérera que le point de l'intolérable a été atteint et, faute d'avoir les moyens d'exclure le(s) contrevenant(s), jugera que sa propre conservation monétaire lui fait devoir de quitter les lieux. Fin du voyage pour l'euro, en tout cas dans sa forme originelle". »<sup>(18)</sup>*

Emmanuel Todd nous explique dans cette vidéo que Le Libre échange et l'Euro sont « 2 concepts Zombis », ce sont des morts vivants. Il plaide également pour une souveraineté à l'échelle européenne <sup>(19)</sup>.

Nouriel Roubini<sup>(20)</sup> dit que si le même type de gestion continue « cela se traduira par des restructurations de dettes, et conduira à la rupture de l'union monétaire, dont les membres les plus faibles sortiront ...L'union économique et monétaire n'a jamais rempli les conditions pour une zone Euro optimale...Toutes les unions monétaires réussies ont été associées avec une union politique et fiscale. Mais l'union politique a marqué le pas comme l'union fiscale. »<sup>(21)</sup>

## Solution Dette inique, dette odieuse audit sur la dette

Comme nous le rappelle Noam Chomsky, « Il existe encore d'autres façons d'éliminer la dette, bien connues, et qui révèlent à quel point celle-ci est une construction idéologique. Une de celles-ci, différente du principe capitaliste, est un principe juridique international qui fut introduit par les USA quand ils "libérèrent Cuba" comme on dit dans les livres d'histoire....en 1898.....on l'appelle principe de la dette inique. »<sup>(22)</sup>

Un état peut donc établir que sa dette est une "dette odieuse" (ou « dette inique »). C'est ce qu'a fait Correa en équateur plus récemment. En ce cas, la dette est purement et simplement annulée. C'est une solution qui a le mérite de restaurer la règle capitaliste du risque. Les créanciers des dettes iniques perdent leur investissement.

Ceci est clairement expliqué dans le film « Debtocracy »<sup>(23)</sup> visible sur le net. Le film explique également comment Correa a imposé un audit sur la dette, pour séparer les bonnes dettes des dettes iniques (ou odieuses). Le film revient également sur l'annexion de Cuba à laquelle Chomsky fait référence. Une dette contractée pour favoriser des lobbys comme on en parlait au début de ce texte peut-être considérée comme une dette odieuse, le film « Debtocracy » donne d'autres exemples de dettes odieuses.

Cette solution ne saurait se suffire à elle-même puisque la dette demeure systémique tant qu'on ne touche pas à l'article 123 du traité européen. Elle permet juste de régler le problème de la dette actuelle et de sortir de la dette « idéologique » et de la dictature économique. De plus une telle commission doit être totalement indépendante, car elle sera soumise à un intense lobbying dans son travail de tri entre les dettes fondées et les dettes odieuses.

Avec cette solution, on est loin d'une révolution institutionnelle européenne, mais on ouvre tout de même la voie vers de profonds changements. On comprendra aisément que les créanciers ne veulent pas de cette idée. On comprendra aussi quels intérêts servent les politiques et les médias de masse qui refusent de parler de cette solution.

## La solution de la souveraineté monétaire

Comme il a déjà été expliqué précédemment, la souveraineté monétaire c'est le droit de faire tourner la planche à billets pour dévaluer la monnaie. En ce cas la dette est « absorbée » par la dévaluation.

C'est par exemple ce qui a été fait par Roosevelt après le Krach de 1929 et la grande dépression avec le new deal. <sup>(24)</sup> C'est une méthode qui fonctionne parfaitement et qui a abondamment été utilisée au cours de l'histoire de France <sup>(25)</sup>. C'est une solution dont il ne faut pas abuser mais que l'on peut utiliser de façon exceptionnelle dans des cas exceptionnels comme la crise actuelle.

Que nous dit Frédéric Lordon aujourd'hui? Il nous dit que l'Euro est mort et que c'est le commencement de la fin de "la mondialisation néolibérale (appelée à) périr par la dette parce que, à l'encontre de l'idée reçue qui le présente comme la raison économique même, le néolibéralisme est fondamentalement le régime économique du surendettement généralisé" <sup>(5)</sup>

On peut donc envisager de devancer la mort de l'euro, on peut retrouver notre souveraineté monétaire. On fait tourner la planche à billets, la dévaluation qui s'ensuit absorbe la dette. Les créanciers y perdent mais c'est la règle du jeu capitaliste, le risque n'est-il pas à la base du jeu capitaliste? Là aussi, on comprendra aisément que les créanciers ne veulent pas de cette idée. On comprendra aussi quels intérêts servent les politiques et les médias de masse qui refusent de parler de cette solution.

retrouver une souveraineté monétaire: mais à quelle échelle?  
pays ou UE, fédéralisme ou souverainisme total ?

Pour Attac la solution n'est pas une sortie volontaire de l'Euro et un retour au franc, mais dans une vraie Europe fédérale avec une redéfinition du rôle des banques centrales. En cela ATTAC rejoint le voeu de révolution institutionnelle prononcé par Frédéric Lordon, ou Emmanuel Todd. A la différence que Lordon pense que cela n'arrivera pas, alors qu'ATTAC souhaite oeuvrer pour que cela arrive.

*« La crise européenne? Certains économistes de gauche pensent que la solution passe par une sortie de l'euro et une dévaluation du franc retrouvé. Le FN rebondit sur ces propositions, adoptant le scénario et même le tempo proposés. Nous pensons que ces projets ne peuvent qu'accentuer les difficultés au lieu de les résoudre. Une monnaie nationale ne protège ni du néolibéralisme, ni de la spéculation, ni du productivisme: a-t-on vu quelque gouvernement britannique s'opposer au néolibéralisme du fait qu'il disposait de la livre sterling? Le franc, la livre ou la lire étaient-ils des boucliers contre les attaques spéculatives? Et le capitalisme appuyé sur les «États souverains» n'a-t-il pas produit un modèle de consommation destructeur, pillé les pays du Sud et creusé la dette écologique du Nord? La Banque de France, qui ne fait plus d'avances au Trésor public depuis 1973, mènerait-elle par nature une politique plus sociale que la Banque centrale européenne?*

*Surtout, à l'heure d'une crise aussi grave, le déferlement de politiques unilatérales tournerait le dos définitivement à une coopération entre les peuples. Une dévaluation unilatérale ne ferait qu'enclencher des mesures de rétorsion et une aggravation de la guerre économique entre pays européens. Au moment où les convergences des résistances et des initiatives populaires mettent au contraire en évidence la nécessité de décisions européennes fortes en matière de fonds tournés vers la recherche, l'éducation, la santé de base, les grandes infrastructures de transports publics, la transition énergétique... »<sup>(26)</sup>*

Jean Luc Mélenchon est sur la même ligne: il propose «Que la Banque centrale européenne prête directement au taux où elle prête aux banques aujourd'hui, c'est-à-dire à 0% ou 1%.»<sup>(27)</sup>. Il veut garder l'Euro, il veut une Europe fédérale pour avoir un SMIC européen et arrêter le dumping social et les délocalisations.<sup>(28)</sup>

A ce jour seuls les souverainistes gaullistes et l'extrême droite rénovée de Marine Le Pen prônent le retour à un souverainisme total, y compris monétaire, un repli nationaliste, et un protectionnisme à l'ancienne.

Est-il possible d'être suivi au niveau européen si on propose de modifier le mandat de la BCE (Banque Centrale Européenne) afin de l'autoriser à faire tourner la planche à billets c'est à dire à prêter directement aux états à 0% ?

Personne ne le sait, il faut essayer. Lordon et Coutrot sont d'accord sur la stratégie suivante : si l'Europe refuse, il faut le proposer au plus grand nombre de pays possibles de la zone euro, et si personne n'en veut alors tant pis on le fait tout seul. Démondialiser la finance n'oblige pas au repli souverainiste total. Des entités économiques séparées peuvent conclure des accords sur le climat, sur la régulation financière, sur une éventuelle taxe kilométrique pour privilégier la consommation de productions locales, etc.

## Conclusion

En terme de « scénario le plus probable » c'est bien Lordon qui semble avoir raison :

- x la politique du FMI et de l'UE se poursuit dans le même esprit
- x les états ne peuvent plus injecter de fonds pour compenser les pertes de la finance
- x la dette augmente d'autant plus vite que cette politique continue et que la rigueur s'accroît
- x le système s'écroule
- x dans l'urgence les états les plus touchés font tourner la planche à billets
- x L'Allemagne perdant la main sur la monnaie quitte la zone Euro
- x L'euro est mort et l'Europe avec
- x repli nationaliste et souverainiste de tous les états : retour aux monnaies nationales et dévaluation ou chaos total et on s'entretue pour un paquet de pâtes.

Mais ce scénario n'est que le plus probable! Obtenir un audit sur la dette peut changer la donne. Un candidat peut survenir et être élu qui résistera comme Correa au FMI et à l'UE ou qui oeuvrera à la modification de l'article 123 du traité européen. Quelles peuvent être les conséquences du printemps arabe et du mouvement des indignés sur le mouvement social en France. Les peuples peuvent changer les choses. Le mouvement contre la réforme des retraites en France a favorisé la révolution du Jasmin en Tunisie, qui a elle même entraîné le soulèvement en Egypte, puis en Libye, en Syrie au Yémen. Le printemps arabe a provoqué en retour le mouvement européen des indignés. On peut éviter ce scénario mais il y a urgence sinon, la souveraineté monétaire à l'échelle européenne, qui semble être la meilleure des solutions risque bien de ne jamais avoir le temps de voir le jour.

# Notes et Références

- (0) Le long passé de la dette publique. Le monde | 13.08.11 |  
par Gérard Béaur directeur de recherches au CNRS et à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)
- (1) loi du 3 janvier 1973 de privatisation de la création monétaire : <http://pythacli.chez-alice.fr/chronologie3.htm#3janvier1973>
- (2) article 123 du traité européen de 1999 : <http://pythacli.chez-alice.fr/chronologie3.htm#euro>
- (3) N Chomsky, Rogue States, op.cit., chap 8  
un plus long extrait ici: <http://local.atac.org/atac30/spip.php?article799>
- (4) Frédéric Lordon est directeur de recherche au CNRS et travaille spécifiquement sur la finance depuis une trentaine d'années. Il a déjà annoncé la crise des subprimes ainsi que quasiment tout le scénario qui s'est enchaîné derrière depuis, en particulier la crise monétaire énorme, et la crise de la dette.
- (5) Frédéric Lordon « le commencement de la fin »  
intégral : <http://blog.mondediplo.net/2011-08-11-Le-commencement-de-la-fin>  
exégèse : <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=4240>
- (6) Frédéric Lordon "La dette publique, ou la reconquista des possédants" !  
<http://blog.mondediplo.net/2010-05-26-La-dette-publique-ou-la-reconquista-des>
- (7) autocensure et aveuglement idéologique libéral des chercheurs du FMI  
<http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=4220>
- (8.1) tribune publiée par Libération : <http://www.liberation.fr/economie/01012348243-naissance-d-une-dictature-economique>
- (8.2) <http://www.apophtegme.com/POLITIQUE/chouard.htm>
- (9) <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/02/LORDON/18789>
- (10) <http://www.liberation.fr/economie/0101628184-les-patrons-des-hedge-funds-empochent-25-milliards-de-dollars-en-2009>
- (11) Crise des subprime : la SoGé et 16 autres banques poursuivies aux USA  
<http://lci.tf1.fr/economie/conjoncture/crise-des-subprime-la-soge-et-16-autres-banques-poursuivies-aux-6672765.html>
- (12) Les profits et les bonus de la banque d'affaire américaine Goldman Sachs - The Independent. <http://www.arretsurimages.net/vite.php?id=6900>
- (13) <http://finance.blog.lemonde.fr/2010/01/12/bonus-2009-mettre-en-reserve-non-distribuable-les-superbenefices/>
- (14) [http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Economie/Le-CAC-40-continue-d-engranger-les-profits-EP\\_-2011-09-01-705883](http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Economie/Le-CAC-40-continue-d-engranger-les-profits-EP_-2011-09-01-705883)
- (15) "sur le controle de nos vies" de Noam Chomsky aux éditions Allia. réédition de "la conférence d'Albuquerque" texte qui date de février 2000. je vous conseille les pages 16 et 17 sur le salariat, ou les pages 18 et 19 sur la flexibilité du travail et les "réformes essentielles imposées par le FMI et la banque mondiale" mais ce qui nous intéresse ici se trouve aux pages 21 22 et 23  
un plus long extrait ici: <http://local.atac.org/atac30/spip.php?article799>
- (16) « Le Parlement grec juge la dette hors de contrôle . »  
<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/08/31/04016-20110831ARTFIG00606-le-parlement-grec-juge-la-dette-hors-de-contrôle.php>
- (17) Frédéric Lordon « le commencement de la fin » chapitre L'illusion du « miracle fédéraliste »  
intégral : <http://blog.mondediplo.net/2011-08-11-Le-commencement-de-la-fin>  
exégèse : <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=4240>
- (18) Frédéric Lordon « le commencement de la fin » chapitre Par où la sortie ? Création monétaire et révolution institutionnelle !  
intégral : <http://blog.mondediplo.net/2011-08-11-Le-commencement-de-la-fin>  
exégèse : <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=4240>
- (19) 2 concepts Zombis: Le Libre échange et l'Euro.: Emmanuel Todd, démographe à l'INED et auteur de : Après la démocratie (Gallimard, réimpression récente en Folio), est l'invité de Patrick Cohen dans le 7/9 de France Inter (8h20 – 30 mars 2011). aller directement au time code : 4 min 15s ou time code 6 min  
[http://www.dailymotion.com/video/xhvxqm\\_emmanuel-todd\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xhvxqm_emmanuel-todd_news)
- (20) Nouriel Roubini, un docteur en économie, ancien conseiller de Bill Clinton, connu pour avoir annoncé dès 2006 la crise économique de 2008, et pour avoir dénoncé la bulle spéculative immobilière américaine avant son éclatement.  
<http://www.arretsurimages.net/vite.php?id=11423>
- (21) La zone Euro va éclater : Roubini  
<http://www.arretsurimages.net/vite.php?id=11423>
- (22) "sur le controle de nos vies" Noam Chomsky (éditions Allia). réédition de "la conférence d'Albuquerque" février 2000. page24
- (23) film "debtocracy": <http://owni.fr/2011/06/09/debtocracy-documentaire-choc-grece/>  
(Cliquer sur le bouton CC en haut du player pour sélectionner la langue des sous-titres)
- (24) <http://pythacli.chez-alice.fr/civilisations/amerique.htm#newdeal>
- (25) Le long passé de la dette publique. Le monde | 13.08.11 |  
par Gérard Béaur directeur de recherches au CNRS et à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)
- (26) <http://www.france.atac.org/articles/la-demondialisation-un-concept-superficiel-et-simpliste>
- (27) <http://www.liberation.fr/politiques/01012360509-melenchon-appelle-les-francais-a-allumer-le-feu-dans-tout-le-continent>
- (28) Fakir n°51 Juillet aout 2011: encart de la page 12